

Rassembler la France

Lettre pour l'Indépendance et la Souveraineté de la France

www.r-i-f.org

N°38 – février 2010

Directeur de publication : Alain Bournazel

Rédacteur en chef : Karim Ouchikh

ÉDITORIAL

LA CRISE N'EST PAS FINIE

Parmi les événements marquants des vingt dernières années on peut en noter trois qui ont affecté de manière significative l'économie mondiale :

- la chute du mur de Berlin qui a entraîné la réunification allemande et l'éclatement de l'URSS a élargi considérablement le champ de l'économie de marché ;
- la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a facilité une mondialisation forcée de l'économie ;
- l'émergence de la Chine qui a réussi à se hisser au rang de premier exportateur mondial en conjuguant une société autoritaire sur le plan interne avec une stratégie de dumping sur les marchés internationaux, grâce à une monnaie sous-évaluée. Le déficit des échanges entre la Chine et l'Europe est passé, de 1995 à 2007, de 14 à 194 milliards de dollars et celui des Etats-Unis de 34 à 256 milliards de dollars. Actuellement les réserves monétaires de la Chine sont supérieures à celles cumulées de l'Europe, des Etats-Unis et du Japon.

Une croissance portée par les dettes

La symbiose de ces trois éléments a certes permis de favoriser sur le plan mondial une croissance relativement soutenue mais qui était fortement déséquilibrée dans la mesure où elle reposait sur une accumulation de dettes. Il faut d'ailleurs noter que l'Europe est toujours restée à la traîne en matière de croissance mais qu'elle a subi un chômage élevé du fait des contraintes imposées par l'Union Européenne au nom d'une idéologie ringarde de la concurrence.

L'éclatement de la bulle financière a mis en relief la fragilité des mécanismes d'expansion des deux décennies précédentes. Même si les effets de la crise sont apparus relativement limités, il est évident que la reprise sera difficile, en particulier en France, du fait d'une mauvaise gestion prolongée. Aujourd'hui notre dette publique dépasse les 68% du PIB et elle affiche une progression constante. En matière d'endettement, la France se situe au 19e rang sur 126. Ce n'est pas le record mondial ; il n'en reste pas moins que 107 pays au monde sont moins endettés que nous. Si encore cet endettement avait servi à développer des équipements productifs et sociaux, nous pourrions en accepter la justification. Mais ce n'est pas le cas. La dette française est le produit du laxisme et du gaspillage.

Chômage et pauvreté

Dans la mesure où l'euro ne permet pas des ajustements monétaires et où la dette ne peut se dilater infiniment, si s'ajoute à ces handicaps l'asphyxie engendrée par les contraintes de l'Union européenne, on peut redouter pour les mois à venir la montée du chômage et l'extension de la pauvreté. Et ce n'est pas l'optimisme de commande béat des pouvoirs publics qui peut nous rassurer. Nous avons été éprouvés en 2009. Le pire est peut-être à venir.

Alain BOURNAZEL

Secrétaire général du Rassemblement pour l'Indépendance de la France

Le temps de l'agriculture Bolkestein

Pour lutter contre la concurrence des agriculteurs allemands et hollandais qui utilisent de la main d'œuvre étrangère au coût du pays d'origine, Nicolas Sarkozy incite les agriculteurs français... à faire la même chose ! Une idée que les syndicats refusent catégoriquement. En Allemagne, pas de Smic mais, depuis la réunification, des accords avec les pays d'Europe centrale : sous condition de disposer d'un régime de santé dans leur pays d'origine, mères au foyer, étudiants et autres précaires peuvent venir travailler au salaire de leur pays. La directive Bolkestein - non encore adaptée au droit français - bourgeoonne en pleins champs.

Pour lutter contre cette concurrence déloyale, '*Légumes de France*' a interpellé l'Elysée qui a répondu : faites comme les Allemands ! Concrètement, il est suggéré aux cultivateurs "d'importer" des travailleurs roumains pour les faire travailler au salaire de leur pays, moins cher que les Polonais. A dumping, dumping et demi !

Budget 2010 : l'U.E. coûtera encore plus cher

L'examen par le Parlement du projet de loi de finances est toujours l'occasion de drôles de découvertes, notamment s'agissant des divers versements de la France à l'Union européenne. Il y a la cotisation "volontaire" (en hausse constante) du budget national à Bruxelles : 19,5 Md€. La France demeure ainsi le deuxième pays contributeur au budget communautaire, derrière l'Allemagne et devant l'Italie, l'Espagne et le Royaume-Uni. La part de sa contribution représente aujourd'hui 18,2 % des ressources de l'U.E. Les refus d'apurement des dépenses de la PAC représentent 116 M€ en moyenne annuelle. Il s'agit de la partie des aides agricoles pré-financées par les États membres à leurs bénéficiaires, mais que la Commission refuse de rembourser lorsqu'elle estime que celles-ci ont été indûment versées au regard de la réglementation communautaire. Ces dépenses restent donc de manière imprévue à la charge du budget national. Les corrections financières au titre des fonds structurels seraient aujourd'hui de quelque 250 M€ annuels d'avances, que la Commission refuse de rembourser à l'État et qui restent donc à sa charge. Il faut y ajouter les amendes et astreintes prononcées par la Cour de justice des Communautés européennes pour manquement au droit et/ou aux procédures communautaires. Plusieurs fois condamnée, la France a constitué 405 M€ de provisions pour litiges pour 2010, correspondant à cinq dossiers pour lesquels la probabilité de condamnation de notre pays est jugée supérieure à 50 %. C'est un des coûts de l'hypocrisie de politiques qui acceptent des textes à Bruxelles (80 % des lois nouvelles sont d'origine communautaire) mais refusent ensuite de les transposer, laissant à leurs successeurs le soin d'en assumer la responsabilité politique, devant une opinion de plus en plus rétive.

L'euro cher, boulet de l'Europe

L'euro est à près de 1,5 dollar : la baisse de la monnaie états-unienne est une calamité pour les pays de la zone euro, qui risquent de voir leur reprise économique réduite à pas grand-chose du fait de la cherté de la monnaie unique. A parité de pouvoir d'achat, l'euro devrait coter 1,07 dollar. Cela signifie donc qu'aujourd'hui, l'euro est surévalué de 40% par rapport au dollar. En clair, un bien produit dans des usines ayant la même productivité coûte 40% plus cher dans la zone euro que s'il était produit outre-Atlantique, ce qui laisse beaucoup de marges pour payer le transport, au détriment des industriels européens... Si l'euro est aussi cher, c'est la conséquence de la politique monétaire restrictive de la BCE et d'un laisser-faire absolu des pays de la zone euro vis-à-vis de la politique de change.

Le cours trop élevé de l'euro pousse les industriels à délocaliser un maximum d'activités de la zone pour baisser leur coût de production. Il ne faudra pas être surpris si en 2010, on se rend compte que la reprise économique est plus faible dans la zone euro qu'aux Etats-Unis. La politique monétaire de la BCE continue d'être le boulet de nos économies. Jusqu'à quand ?

Allons-nous un jour retrouver la France ?

Il faut retrouver d'abord la cohérence de sa politique en matière de langue française et de Francophonie, car il s'agit de l'identité, du cœur de la Nation.

Or, l'urgence est aujourd'hui d'arrêter ce qui apparaît de plus en plus clairement comme une véritable offensive menée par des forces puissantes et convergentes, extérieures certes, mais aussi et d'abord intérieures, venant de nos propres élites, qui semblent avoir décidé d'agir en soutien aux forces extérieures qui veulent « punir la France » et la détruire, en haut par Bruxelles et la vassalisation à l'empire, en bas par les régionalismes et communautarismes de toutes sortes.

La nouveauté, depuis peu de temps, tient au fait que des responsables publics eux-mêmes prennent part à l'offensive. Nous y bornerons notre propos d'aujourd'hui.

L'urgence apparaît, aveuglante, lorsqu'on compare les remarquables discours très « français » du Président de la République (9 mars 2007 et 20 mars 2008) et les actions concrètes menées par des ministres de son propre gouvernement :

- la ratification (encouragée, voire pressée, par les ministres des Affaires étrangères et des Finances pour faire plaisir à la fois au MEDEF et à la chancelière allemande) du Protocole de Londres, des brevets européens ;
- la bilinguisation français-anglais (sans plus de mention d'autres langues) par M. Darcos de nos chères têtes blondes... et brunes ;
- les déclarations de M. Jouyet et de M. Kouchner (titre d'un chapitre de son livre : « L'anglais, avenir de la Francophonie » !)
- le choix des Affaires étrangères de laisser diminuer les moyens de notre politique culturelle extérieure et des réseaux encore superbes d'écoles, lycées, centres culturels, instituts de recherche, alliances françaises, que nous entretenons à l'étranger ;
- l'absence de réaction du Gouvernement, malgré nos indignations publiées, à la désignation en mai 2008 par France-Télévision, entérinée par la rue de Valois, d'une chanson en anglais de M. S. Tellier pour représenter la France au concours de l'Eurovision (avec ce beau résultat : France, 19^{ème} ... sur 25 !)
- le refus gouvernemental de renvoyer systématiquement à Bruxelles les documents de travail UE qui sont envoyés en anglais seulement à nos administrations centrales, malgré toutes les démarches de nos associations depuis plus de cinq ans ;
- la carence du Gouvernement dans le soutien financier à l'OIF et à la Francophonie organisée ;
- l'abandon de fait de la solidarité privilégiée vitale avec le Québec lors du Sommet francophone d'octobre à Québec, au profit d'un alignement transparent sur les thèses fédéralistes d'Ottawa, qui étouffe, ouvertement, le fait français là-bas ;
- et l'acharnement de Mme Valérie Pécresse à imposer l'anglais, et l'enseignement partiellement en anglais, voire peut-être totalement à terme peu éloigné, au-dessus du niveau de la licence, dans les grandes écoles et universités, et sa plainte osée, dans une émission (sur LCP-Sénat !) du 12 octobre 2008, d'être gênée par ce qu'elle traite (étonnant de la part d'un ministre de la République !) de « lobby de la langue française », comme si défendre ce qui fait le cœur de la Nation ne pouvait être le fait d'un misérable « lobby ».

Oui ! Il faut retrouver la France que tant d'élites veulent réduire et soumettre à l'empire et au « marché » !

L'honneur d'une nation, comme d'un particulier, est d'être une personne bien identifiée (« quelqu'un ») et de s'y tenir. S'immerger dans un magma indistinct mène à l'oppression. Il faut s'ouvrir sans se diluer. Répondre à l'immensité du défi par l'envergure de la Résistance.

Albert SALON
docteur d'Etat ès Lettres, ancien Ambassadeur

(Publié par La rédaction sur CultureMag.fr le 2/09/2009)

A la découverte de l'Europe !

"A la découverte de l'Europe !" est un fascicule édité en 2008 par l'Office des publications officielles des Communautés européennes ('imprimé sur papier blanchi sans chlore').

Cette brochure est réalisée à l'intention d'enfants ressortissants des pays membres de l'Union, et il faut espérer que lorsqu'ils auront atteint l'âge adulte ou considéré comme tel, l'actuel puzzle se sera disjoint et que ses morceaux épars se seront rapprochés dans une configuration entièrement nouvelle.

Le fait que les diverses appréciations qui constituent cet opuscule, appelées à consolider un échafaudage dont les carences sont reconnues, soient destinées au plus jeune âge, ne lui évite pas de sombrer le plus souvent dans une niaiserie didactique désarmante, qui ne peut que renvoyer à la propre incurie de ses initiateurs.

La page de garde nous apprend que les élèves et le corps enseignant de « l'Ecole européenne » de Woluwe (Belgique) ont contribué à l'élaboration de ce texte. Or (ou bien est-ce une douteuse facétie ?) sur la carte générale du continent (en page 39), le territoire situé entre la France et les Pays-Bas apparaît sous l'appellation de *Belarus*, y faisant ainsi double emploi avec la Biélorussie réelle, elle aussi sur la carte.

Tout cela est approximatif et peu sérieux. La langue rudimentaire, visiblement affectée par le jeunisme ambiant, véhicule nombre de banalités n'ayant rien de spécifiquement européen.

La Norvège est citée en exemple, alors qu'elle se tient intelligemment à l'écart de l'hydre (p. 14), la Galicie est confondue avec la Galice (p. 21), le mur de Berlin coupait l'Allemagne en deux (p. 35), la vallée de la Loire y est célébrée pour ses châteaux, mais celui qui illustre cette bienveillante remarque est Chenonceaux, et c'est le Cher qu'il enjambe si élégamment (p. 5).

Falsification bien connue, les grandes réalisations accomplies sur le continent ces dernières décennies sont attribuées à l'U. E., alors qu'elles furent le produit de la collaboration de plusieurs nations encore souveraines. Un tableau des célébrités européennes est proposé aux bambins, dans lequel brailards et autres tapeurs de ballon tiennent le haut du pavé.

A ne pas mettre dans les mains de nos rejets.

Maurice LIVERNAULT

CHRONIQUE LITTÉRAIRE ET AUDIOVISUELLE

Des Racines et des Ailes (mercredi 20 janvier) : A Lyon ? A peine ...

Eprise de cette capitale, je sais qu'il faut des jours pour en connaître les mystères et les beautés, car elle sait garder toute réserve.

Une heure et demie de reportage aurait pu suffire à une première découverte. Or le temps donné au parcours du Rhône (Pourquoi pas une émission spéciale ? Et pourquoi pas la Saône ?) de sa source en Suisse à son delta de Camargue, avec arrêt sur ce qui attire le "grand public" (tarasques, joutes, monstrueuses péniches, difficultés de la navigation) était perdu pour Lyon.

Mais l'insuffisance était d'une autre nature.

Presque rien sur les origines avant et sous Rome et sur le christianisme, ni sur le rôle de la ville dans l'Histoire de France, quelques aperçus de la Croix-Rousse avec clichés sur les révoltes des canuts, voix d'Yves Montand en prime, un petit bout de Guignol, le survol du Château Lumière, la trop brève visite des ateliers de soyeux, mais une, superflue, d'un appartement d'un quartier neuf sans intérêt ...

De belles vues aériennes ou de quelques monuments illuminés, certes plaisantes, ne compensaient pas d'autres lacunes. Pas de promenade sur les quais de la Saône, ni dans les rues de la Presqu'île, un rapide parcours dans une seule "traboule" des maisons restaurées du Vieux Lyon (Renaissance et 17^e), l'absence de la Primatiale Saint Jean (12^e, 13^e et 14^e siècle) où Henri IV épousa en 1600 Marie de Médicis, la traversée au pas de charge de la Place Bellecour ; et alors que Lyon compte onze chefs étoilés, et une brasserie classée où se sont restaurées maintes célébrités, la caméra entrait chez Anne-Sophie Pic, célèbre et talentueuse assurément, mais à Valence ...

